

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2003 — 3346

[C — 2003/11251]

4 AVRIL 2003. — Arrêté royal portant exécution de certaines dispositions de la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable, notamment l'article 3 et 4;

Vu l'avis du Comité pour une production socialement responsable, donné le 8 octobre 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 octobre 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 novembre 2002;

Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant par un mois;

Vu l'avis 34.409/1 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° la loi : la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable;

2° le label : le label pour la production socialement responsable visé à l'article 2, 1° de la loi, qui est apposé sur les produits des entreprises et certifie que toutes les étapes du processus de production répondent aux critères de conformité;

3° le comité : Le comité pour une production socialement responsable institué par l'article 7 § 1^{er} de la loi;

4° entreprise : les, entreprises et les établissements, les succursales et centres d'activités de personnes physiques belges ou étrangères ou d'entreprises de droit belge ou étranger, visé à l'article 2, 3°, de la loi, qui mettent des produits sur le marché belge;

5° entreprise d'audit social : organisme de contrôle comme visé par l'article 4 de la loi.

6° l'entreprise productrice : l'entreprise qui élabore un produit prêt à la consommation.

7° organisation locale : des Organisations Non Gouvernementales et des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs présents dans le pays producteur.

8° produits : les biens et services y compris les substances, préparations, biocides et emballages, visés à l'article 2, 4° de la loi.

9° l'avis : l'avis contraignant du Comité visé à l'article 3 de la loi;

10° le rapport : le rapport de l'entreprise d'audit social sur la chaîne de production de l'entreprise qui demande le label.

11° le pictogramme : le symbole graphique qui représente le label.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2003 — 3346

[C — 2003/11251]

4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie, inzonderheid op artikelen 3 en 4;

Gelet op het comité voor een sociaal verantwoorde productie, gegeven op 8 oktober 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 oktober 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 november 2002;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 34.409/1 van de Raad van State, gegeven op 23 januari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit betreft wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van de sociaal verantwoorde productie;

2° het label : het in artikel 2, 1°, van de wet bedoelde label voor sociaal verantwoorde productie dat wordt aangebracht op de producten van ondernemingen en dat waarborgt dat elke stap in het productieproces heeft plaatsgevonden in overeenstemming met de toetsingscriteria;

3° het comité : het comité voor een sociaal verantwoorde productie, ingesteld door artikel 7, § 1 van de wet;

4° onderneming : de in artikel 2, 3°, van de wet bedoelde ondernemingen en vestigingen, bijkantoren en centra van werkzaamheden van Belgische of buitenlandse natuurlijke personen of van ondernemingen naar Belgisch of buitenlands recht, die producten op de Belgische markt brengen;

5° bedrijf voor sociale audit : controle-instelling zoals bedoeld in artikel 4 van de wet.

6° producerende onderneming : de onderneming die een product maakt dat klaar is voor consumptie

7° lokale organisatie : de Niet-Gouvernementele - Organisaties en representatieve organisaties van de in het producerend land aanwezige werknemers en werkgevers.

8° producten : de in artikel 2, 4°, van de wet bedoelde goederen en de diensten, met inbegrip van stoffen, preparaten, biociden en verpakkingen.

9° het advies : het bindend advies van het Comité bedoeld in artikel 3 van de wet;

10° het verslag : het verslag van het bedrijf voor sociale audit over de productieketen van de onderneming die het label aanvraagt.

11° het pictogram : het grafisch symbool dat het label weergeeft.

Art. 2. Les critères sur la base desquels le label, visé à l'article 2, 1°, de la loi, est octroyé comprennent le respect par le demandeur des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail telles qu'elles sont énumérées à l'article 3, § 2, de la loi.

Art. 3. § 1^{er}. Pour obtenir l'accréditation pour effectuer les contrôles visés à l'article 4 de la loi, l'entreprise d'audit social pour le contrôle sur les lieux de production doit apporter la preuve qu'elle est indépendante et impartiale et possède les compétences nécessaires pour évaluer le respect des exigences de cahiers des charges et du contrôle.

§ 2. La preuve visée au § 1^{er} est fournie par un certificat d'accréditation délivré par le système d'accréditation belge ou par une attestation émise par un organisme agréé par le ministre selon les modalités prévues à l'article 4, § 2, de la loi.

Art. 4. § 1^{er}. Les demandes d'octroi du label visées au § 2 sont introduites par l'entreprise concernée; toutefois, lorsque l'entreprise demanderesse n'agit que comme distributrice du produit, les demandes doivent être signées pour accord par l'entreprise productrice.

§ 2. La procédure de demande d'octroi du label se compose de deux étapes :

1° l'entreprise adresse au ministre et au Comité une demande préliminaire d'octroi du label pour un ou plusieurs produits. La demande préliminaire est étayée d'un dossier décrivant le processus et le lieu de production et de distribution, les fournisseurs ainsi que la chaîne éventuelle des sous-contractants.

Le Comité adresse à l'entreprise demanderesse les éléments utiles pour le début des opérations de contrôle.

Cette demande ne constitue nullement un engagement pour l'entreprise.

2° après avoir pris connaissance des mesures requises en vertu du 1°, l'entreprise adresse au ministre et au Comité une demande formelle d'octroi du label, étayée par un dossier complémentaire dont la composition est fixée par le ministre, sur avis du comité.

L'entreprise peut à tout moment retirer sa demande d'octroi ou d'utilisation du label par lettre recommandée adressée au ministre.

L'entreprise informe les travailleurs et leurs représentants de la demande d'octroi du label. Le document mentionne le nom de l'entreprise, le siège de celle-ci ainsi que les noms, prénoms des signataires de la demande et le nom de l'entreprise d'audit social.

Art. 5. § 1^{er}. Le contrôle concerne l'entièreté de la filière de production, en ce compris les sous-traitants ainsi que les intrants. Le programme de contrôle est déterminé par le ministre sur avis du Comité.

Les aspects faisant l'objet du contrôle interne et ceux faisant l'objet d'une vérification externe sont spécifiés dans le cahier des charges, qui détermine les éléments de contrôle.

Ce cahier des charges, qui détermine les éléments de contrôle, impose au moins que :

Le contrôle soit effectué par une entreprise d'audit social qui n'effectue pas d'autres types de mission pour l'entreprise demanderesse du label;

Sauf dérogation, l'entreprise d'audit social utilise, notamment, les services d'auditeurs locaux;

Sauf dérogation, des organisations locales sont impliquées par l'entreprise d'audit social dans le processus de contrôle;

Le rapport de l'entreprise d'audit social justifie du respect des critères de l'article 2, § 1^{er}, et contient un document attestant de la participation et l'engagement éventuels des organisations locales.

Les membres du Comité sont tenus au secret professionnel et ne peuvent donc pas communiquer les informations collectées.

Les frais du contrôle sont à charge de l'entreprise.

Art. 2. De criteria op basis waarvan het label, bedoeld in artikel 2, 1° van de wet, wordt toegekend, behelzen de naleving door de aanvrager van de acht basisovereenkomsten van de Internationale Arbeidsorganisatie, zoals opgesomd in artikel 3, § 2, van de wet.

Art. 3. § 1. Teneinde de accreditering te bekomen om de controles bedoeld in artikel 4 van de wet uit te voeren, moet het bedrijf voor sociale audit, wat de controle op de plaats van de productie betreft, het bewijs leveren dat het onafhankelijk en onpartijdig is en dat het over de nodige bevoegdheden beschikt om te evalueren of de vereisten van het lastenboek en de controle gerespecteerd worden.

§ 2. Het in § 1 bedoelde bewijs wordt geleverd door een accreditatiecertificaat, afgegeven door het Belgische accreditatiesysteem of door een attest, afgeleverd door een instelling erkend door de minister volgens de nadere regels bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet.

Art. 4. § 1. De aanvragen tot toekenning van het label, zoals bedoeld in § 2 worden door de betrokken onderneming ingevoerd; op het moment echter dat de aanvragende onderneming slechts als verdeler van het product handelt, moeten de aanvragen door de producerende onderneming voor akkoord ondertekend worden.

§ 2. De procedure van een aanvraag tot toekenning van het label bestaat uit twee stappen :

1° de onderneming richt tot de minister en tot de Comité een voorafgaande aanvraag tot toekenning van het label voor één of meerdere producten. De voorafgaande aanvraag is gebaseerd op een dossier dat het proces en de plaats van productie en distributie, de leveranciers, alsook de eventuele keten van medecontractanten beschrijft.

Het Comité bezorgt de aanvragende onderneming de elementen die nuttig zijn om de controleoperaties aan te vangen.

Deze aanvraag vormt voor de onderneming helemaal geen engagement.

2° na kennis genomen te hebben van de maatregelen die krachtens 1° vereist zijn, richt de onderneming tot de minister en tot de Comité een formele aanvraag tot toekenning van het label, aanvraag die gebaseerd is op een aanvullend dossier, waarvan de samenstelling, op advies van het comité, door de minister is vastgesteld.

De onderneming mag op ieder ogenblik haar aanvraag tot toekenning of tot het gebruik van het label per aangetekend schrijven aan de minister intrekken.

De onderneming brengt de werknemers en hun vertegenwoordigers op de hoogte van de aanvraag tot toekenning van het label. Het document vermeldt de naam van de onderneming, haar zetel alsook de namen en voornamen van de ondertekenaars van de aanvraag en de naam van het bedrijf voor sociale audit.

Art. 5. § 1. De controle betreft het geheel van de productieketen, daarbij inbegrepen de onderaannemers alsook de toeleveranciers. Het controleprogramma wordt door de minister opgelegd, op advies van het Comité.

De aspecten die het voorwerp van interne controle uitmaken en deze die het voorwerp uitmaken van een externe verificatie, worden gespecificeerd in het lastenboek dat de elementen van controle bepaalt.

Dit lastenboek dat de elementen van controle bepaalt, schrijft op zijn minst voor dat :

De controle wordt uitgevoerd door een bedrijf voor sociale audit dat voor de onderneming die het label aanvraagt, geen andere types van opdrachten uitvoert;

Behalve afwijking maakt het bedrijf voor sociale audit gebruik van onder andere de diensten van lokale auditeurs;

Behalve afwijking worden lokale organisaties door het bedrijf voor sociale audit bij het controleproces betrokken;

Het verslag van het bedrijf voor sociale audit toont aan dat de criteria van het 2de artikel, § 1 geëerbiedigd worden en het bevat een document dat de eventuele deelneming en het eventuele engagement van de lokale organisaties bevestigt.

De leden van het Comité mogen het beroepsgeheim niet schenden en kunnen derhalve de ingezamelde informatie niet openbaar maken.

De kosten voor de controle zijn ten laste van de onderneming.

Art. 6. Le ministre octroie le label sur base de l'avis contraignant du comité. Pour être valable, l'avis doit mentionner notamment :

Si le produit s'est déjà vu attribuer un label offrant des garanties équivalentes au sens du § 7 de l'article 3 de la loi;

Si les éléments du rapport permettent de déterminer que les critères d'attributions ont été respectés sur l'ensemble de la chaîne de production, au moment où le contrôle s'est effectué;

Si le cahier des charges a été respecté;

La motivation.

Art. 7. Après le contrôle prévu à l'article 5, le label est octroyé par le ministre sur avis contraignant du comité ou, le cas échéant, par une décision du conseil d'appel visé à l'article 9 de la loi.

Durant la période de validité du label, des contrôles intermédiaires peuvent être demandés par le Comité.

Le cahier des charges peut être modifié en commun accord entre le Comité et l'entreprise concernée

Art. 8. Les demandes de prorogation d'un label octroyé sont introduites par l'entreprise ayant obtenu le label.

Trois mois avant l'échéance de validité du label l'entreprise adresse au ministre et au Comité un dossier dont la composition est fixée par le Ministre, sur avis du Comité.

Après le contrôle comme prévu à l'article 5, le label est prorogé par le ministre sur avis contraignant du comité.

Art. 9. Le comité pour la production socialement responsable peut proposer au ministre un avis de modification du présent arrêté royal.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Art. 6. De minister kent het label toe op basis van het bindend advies van het comité. Om geldig te zijn moet het advies ten minste vermelden :

Of aan het product al een label werd toegekend dat garanties biedt die evenwaardig zijn in de zin van § 7 van het artikel 3 van de wet;

Of men door middel van de elementen van het verslag kan vaststellen of de toekenningscriteria gerespecteerd werden over het geheel van de productieketen op het ogenblik dat de controle werd uitgevoerd;

Of het lastenboek geëerbiedigd werd;

4. De motivatie.

Art. 7. Na de controle zoals voorzien in artikel 5, wordt het label toegekend door de minister op bindend advies van het comité of, in voorkomend geval, bij beslissing van de raad van beroep bedoeld in artikel 9 van de wet.

Gedurende de periode dat het label geldig is, kan het Comité tussentijdse controles vragen.

Het lastenboek kan in gemeenschappelijk overleg tussen het Comité en de betrokken onderneming gewijzigd worden.

Art. 8. De verzoeken tot verlenging van een toegekend label worden ingediend door de onderneming die het label heeft bekomen.

Drie maanden voor de vervalddag van het label, richt de onderneming tot de minister en tot de Comité een dossier waarvan de samenstelling door de Minister wordt bepaald, op advies van het Comité.

Na de controle zoals voorzien in artikel 5, wordt het label verlengd door de minister op bindend advies van het comité.

Art. 9. Het comité voor sociaal verantwoorde productie kan een advies aan de minister voorstellen tot wijziging van dit koninklijk besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de dag waarin het is bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. Onze Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2003 — 3347

[C - 2003/11252]

**7 AVRIL 2003. — Arrêté ministériel
approuvant le règlement d'ordre intérieur du Comité
pour une production socialement responsable**

Le Ministre de l'Economie,

Vu l'article 108 de la Constitution,

Vu la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable, notamment l'article 7, § 5;

Vu le règlement d'ordre intérieur élaboré par ledit Comité en sa réunion du 4 juillet 2002;

Arrête :

Article unique. Le règlement d'ordre intérieur établi en sa réunion du 4 juillet 2002 par le Comité pour une production socialement responsable, annexé au présent arrêté est approuvé.

Bruxelles, le 7 avril 2003.

Ch. PICQUE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2003 — 3347

[C - 2003/11252]

**7 APRIL 2003. — Ministerieel besluit
houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement
van het Comité voor een sociaal verantwoorde productie**

De Minister van Economie,

Gelet op artikel 108 van de Grondwet,

Gelet op de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie, inzonderheid op artikel 7, § 5;

Gelet op het huishoudelijk reglement opgesteld door het Comité tijdens haar vergadering van 4 juli 2002;

Besluit :

Enig artikel. Het huishoudelijk reglement, opgesteld door het Comité voor een sociaal verantwoorde productie in haar vergadering van 4 juli 2002, in bijlage bij onderhavig besluit wordt goedgekeurd.

Brussel, 7 april 2003.

Ch. PICQUE

Comité pour une production socialement responsable

Règlement d'ordre intérieur

Vu la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable, notamment l'article 7, § 5;

Le comité pour une production socialement responsable a fixé comme suit son règlement d'ordre intérieur :

CHAPITRE Ier. — *Comité pour une production socialement responsable*

Article 1^{er}. Le comité pour une production socialement responsable se réunit sur convocation de son président ou du vice-président qui le remplace.

Le secrétariat envoie les convocations au plus tard 10 jours avant la réunion, sauf urgence dont l'appréciation est laissée au président.

Le comité doit être aussi convoqué si le Ministre des Affaires économiques ou cinq membres effectifs du comité en formulent la demande; il doit alors être réuni endéans la quinzaine de celle-ci.

Dans tous les cas, l'ordre du jour indiquera les objets mis en discussion et les délibérations ne pourront porter que sur ceux-ci, sauf en cas d'urgence où un point pourra être ajouté à l'ordre du jour sur demande de deux tiers des membres du comité.

Art. 2. Les membres suppléants sont également convoqués et siègent aux réunions du comité.

Le membre suppléant remplace son membre effectif absent.

Des experts extérieurs au comité peuvent être également convoqués et participer aux réunions du comité à titre d'observateur (sans droit de vote).

Chaque membre du comité peut se faire accompagner par un conseiller sans droit de vote.

Art. 3. Le comité ne peut délibérer valablement que si au moins huit membres ayant voix délibérative, non compris le président, sont présents. Toutefois, après une deuxième convocation, le comité délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 4. L'ordre du jour est fixé par le Président, le Vice-Président qui le remplace ou à la demande de deux membres effectifs du comité. Le président ou le vice-président qui le remplace prépare les affaires à soumettre au comité; et veille à l'exécution des tâches confiées aux groupes de travail et à l'exécution des décisions prises.

Il fixe les dates ultimes auxquelles rapports et avis doivent être soumis à l'assemblée plénière.

Art. 5. En cas d'empêchement du président du comité, le vice-président le remplace.

CHAPITRE II. — *Groupes de Travail*

Art. 6. Le comité peut créer, pour un temps déterminé, des groupes de travail chargés d'étudier des questions techniques ou des problèmes particuliers. Ces groupes de travail sont présidés par le président, le vice-président ou par un membre du comité. Ils comportent trois membres au minimum.

Ils peuvent inviter des experts extérieurs désignés, sur leur proposition, par le comité.

Les travaux des groupes de travail sont présentés au comité, à l'échéance fixée, par les rapporteurs qu'elles désignent.

CHAPITRE III. — *Des dispositions générales*

Art. 7. Le vote se fait à main levée, par appel nominal ou au moyen de bulletins nominatifs.

Lorsque le vote porte sur des questions de procédure ou d'organisation, le Président vote en dernier lieu et sa voix est prépondérante en cas de parité de voix.

En ce qui concerne les avis et propositions, il est procédé à une consultation individuelle des membres.

L'avis du comité, s'il n'est pas unanime, exprime les points de vue divergents.

Comite voor sociaal verantwoorde productie

Huishoudelijk reglement

Gelet op de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie, inzonderheid van het art. 7 § 5;

Heeft het comité voor sociaal verantwoorde productie zijn huishoudelijk reglement als volgt vastgesteld :

HOOFDSTUK I. — *Comité voor sociaal verantwoorde productie*

Artikel 1. Het comité voor sociaal verantwoorde productie vergadert op uitnodiging van zijn voorzitter of van de ondervoorzitter die hem vervangt.

Het secretariaat verstuurt de uitnodigingen ten laatste 10 volle dagen voor de vergadering, behoudens hoogdringendheid, waarover de voorzitter moet oordelen.

Het comité wordt eveneens bijeengeroepen op verzoek van de Minister van Economische Zaken of van vijf effectieve leden van het comité; in dit geval moet het comité binnen de vijftien dagen volgend op het verzoek bijeenkomen.

In alle gevallen vermeldt de agenda de onderwerpen die ter sprake worden gebracht en de besprekingen lopen uitsluitend over deze onderwerpen. Enkel in geval van hoogdringendheid zal een punt aan de agenda kunnen worden toegevoegd mits twee derden van de comité-leden daarom vragen.

Art. 2. De plaatsvervangende leden worden eveneens opgeroepen en nemen deel aan de vergaderingen van het comité.

Het plaatsvervangend lid, vervangt zijn effectief lid die afwezig is.

Art. 3. Het comité kan slechts op geldige wijze beraadslagen, wanneer minstens acht leden die mede beslissende stem hebben de voorzitter niet meegerekend, aanwezig zijn. Na een tweede bijeenroeping beraadslaat het comité evenwel op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 4. De agendapunten worden bepaald door de voorzitter, door de ondervoorzitter die hem vervangt of op verzoek van twee effectieve comité-leden. De voorzitter of de ondervoorzitter die hem vervangt bereidt de aan het comité voor te leggen stukken voor en alsook over de uitvoering van de genomen beslissingen.

Hij stelt de uiterste datum vast waarop verslagen en adviezen aan de plenaire vergadering moeten voorgelegd worden.

Art. 5. Als de voorzitter verhinderd is, wordt hij vervangen door de ondervoorzitter.

HOOFDSTUK II. — *Werkgroepen*

Art. 6. Het comité kan voor een bepaalde tijd werkgroepen oprichten die belast worden met technische vraagstukken of bijzondere problemen. Deze werkgroepen worden voorgezeten door de voorzitter, de ondervoorzitter, of een lid van het comité. Zij bestaan uit minstens drie leden.

Zij kunnen deskundigen van buitenaf uitnodigen, die op hun voorstel aangeduid zijn door het comité.

De werken van de werkgroepen worden, door de verslaggevers die zij aanduiden, op de vooropgestelde datum aan het comité voorgelegd.

HOOFDSTUK III. — *Algemene bepalingen*

Art. 7. De stemming geschiedt bij handopsteking, bij naamafroeping of met stembriefjes op naam.

Wanneer de stemming handelt over procedure- of organisatieproblemen, stemt de voorzitter het laatst en bij pariteit van stemmen is zijn stem doorslaggevend.

Betreffende adviezen en voorstellen wordt overgegaan tot een individuele raadpleging van de leden.

Indien het advies van het comité niet unaniem is, geeft het de uiteenlopende standpunten weer.

Art. 8. Les délibérations s'effectuent à la majorité simple des voix.

Les délibérations concernant les avis sur les demandes d'octroi du label pour la production socialement responsable et sur le retrait du label, prévu dans l'article 7, § 2, 2ème alinéa, de la loi du 27 février 2002, s'effectuent à une majorité de deux tiers des voix des membres présents ayant voix délibérative.

Art. 9. Tous les documents émanant du comité et des groupes de travail, à l'exception des documents de travail, sont rédigés en français et en néerlandais.

Art. 10. Le président ou le vice-président qui le remplace, ouvre et clôture les séances. Il dirige les débats, veille au maintien de l'ordre et au respect des prescriptions du règlement d'ordre intérieur.

Art. 11. Le président du comité transmet au Ministre des Affaires économiques les rapports exprimant les avis et les propositions du comité ainsi que le rapport annuel d'activité. Il représente le comité à l'égard des autorités et des tiers et signe la correspondance qui engage le comité. Le secrétariat signe la correspondance courante.

Art. 12. Tout participant aux travaux du comité est soumis à un devoir de confidentialité en ce qui concerne les débats et les informations collectées. Celles-ci ne peuvent faire l'objet d'une diffusion en dehors du comité.

Les décisions finales favorables d'octroi du comité et les rapports annuels font l'objet d'une publication et d'une diffusion. Toutefois, en cas de refus de l'octroi d'un label, aucune publicité ne peut y être attachée.

Art. 13. Le présent règlement d'ordre intérieur entrera en vigueur le jour de son approbation par le Ministre des Affaires économiques.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 avril 2003 approuvant le règlement d'ordre intérieur du Comité pour une production socialement responsable.

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Art. 8. De beslissingen worden genomen met gewone meerderheid van stemmen.

Beslissingen aangaande de adviezen over de aanvragen tot toekenning van het label voor sociaal verantwoorde productie en over de intrekking ervan, overeenkomstig art. 7 § 2, 2de alinea van de wet van 27 februari 2002, gebeuren bij twee derde meerderheid van stemmen van de aanwezige leden die mede beslissende stem hebben.

Art. 9. Alle documenten uitgaande van het comité en van de werkgroepen, behalve de werkdocumenten, worden in het Nederlands en in het Frans opgesteld.

Art. 10. De voorzitter of de ondervoorzitter die hem vervangt opent en sluit de vergadering. Hij leidt de besprekingen, waakt over de orde en over de toepassing van de voorschriften van het huishoudelijk reglement.

Art. 11. De Voorzitter van het comité maakt de adviezen en voorstellen van het comité evenals het jaarlijks activiteitenverslag over aan de Minister van Economische Zaken. Hij vertegenwoordigt het comité ten overstaan van overheidsdiensten en van derden en ondertekent alle briefwisseling die het comité verbindt. Het secretariaat ondertekent de gewone briefwisseling.

Art. 12. Al wie aan de werken van het comité deelneemt, is gehouden aan het respecteren van de vertrouwelijkheid voor wat betreft de inhoud van de besprekingen en van de verzamelde informatie. Er mag niets hiervan buiten het comité verspreid worden.

De uiteindelijke beslissingen van het comité tot toekenning en de jaarverslagen worden gepubliceerd en verspreid. In het geval van een weigering van de toekenning van een label, mag men er evenwel geen enkele publiciteit aan geven.

Art. 13. Dit huishoudelijk reglement treedt in werking de dag waarop het door de Minister van Economische Zaken wordt goedgekeurd.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 7 april 2003 houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Comité voor een sociaal verantwoorde productie.

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION PROTECTION DES CONSOMMATEURS

F. 2003 — 3348

[C — 2003/11253]

7 AVRIL 2003. — Arrêté ministériel approuvant le cahier des charges pour une production socialement responsable

Le Ministre de l'Economie,

Vu l'article 108 de la Constitution,

Vu la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable, notamment les articles 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du 4 avril 2003 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable;

Vu le cahier des charges élaboré par ledit Comité en sa réunion du 6 janvier 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. Le cahier des charges établi en sa réunion du 6 janvier 2003 par le Comité pour une production socialement responsable, annexé au présent arrêté est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que l'arrêté royal du 4 avril 2003 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable.

Bruxelles, le 7 avril 2003.

Ch. PICQUE

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST CONSUMENTENZAKEN

N. 2003 — 3348

[C — 2003/11253]

7 APRIL 2003. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het lastenboek voor een sociaal verantwoorde productie

De Minister van Economie,

Gelet op artikel 108 van de Grondwet,

Gelet op de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie, inzonderheid op artikelen 3 en 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 april 2003 tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie;

Gelet op het lastenboek opgesteld door het Comité tijdens haar vergadering van 6 januari 2003,

Besluit :

Artikel 1. Het lastenboek, opgesteld door het Comité voor een sociaal verantwoorde productie in haar vergadering van 6 januari 2003, in bijlage bij onderhavig besluit wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 4 april 2003 tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie.

Brussel, 7 april 2003.

Ch. PICQUE

LABEL SOCIAL : LE CAHIER DES CHARGES

1. LA PROCEDURE

La procédure décrit le système qui mène à l'octroi et au maintien du label pour un produit. Elle décrit chronologiquement la relation directe entre le comité et les acteurs directement impliqués dans l'octroi du label; à savoir, l'entreprise elle-même, l'organisme de contrôle et l'autorité compétente (le Ministre des affaires économiques).

La procédure ne décrit pas :

- La relation entre l'organisme de contrôle (entreprise d'audit social) et l'organisme d'accréditation car ce dernier n'est pas directement impliqué dans la procédure d'octroi du label.
- La relation entre l'organisme de contrôle et l'entreprise car cette relation n'est pas du ressort du comité.

La procédure se présente sous la forme suivante :

1. L'entreprise adresse une demande préliminaire au Ministre et au comité, contenant les éléments suivants :
 - Le nom, le lieu d'implantation et l'entité juridique de l'entreprise;
 - Le nom et la description du produit (marque, modèle);
 - Une description complète mais non détaillée de la chaîne de production et du processus d'approvisionnement (matières premières, composantes) avec notification des sous-traitants et des fournisseurs;
 - Le procès verbal de la réunion pendant laquelle les instances de dialogue social (par exemple le comité d'avis de l'entreprise) ont été informées de l'intention de la direction de l'entreprise à introduire la demande pour l'octroi du label;
 - Les labels sociaux déjà obtenus pour le produit et pour d'autres produits;
 - Autres certificats déjà obtenus.
2. Le comité étudie la demande préliminaire et déclare si la demande est recevable ou pas. Pour ce faire, il prend en considération la couverture des données reçues. Le comité détermine la partie de la chaîne de production qui doit être soumise au contrôle.
3. Si la demande est déclarée recevable, le comité transmet la déclaration de recevabilité du dossier à l'entreprise. Par ailleurs, l'entreprise trouvera sur le site www.label-social.be:
 - Une liste actualisée des entreprises d'audit social (dénommées «organismes de contrôle») reconnues et accréditées;
 - Les règles et lignes directrices spécifiques concernant l'exécution du contrôle (voir point 3 du cahier des charges).
4. L'entreprise choisit une entreprise d'audit social reconnue et accréditée (organisme de contrôle) dans la liste fournie par le comité.
5. L'entreprise adresse une demande définitive à l'organisme de contrôle avec copie au comité. Cette demande contient les éléments suivants :
 - les informations suivantes (5) :

- Une description détaillée du produit et de la chaîne de production en ce compris les sous-traitants;
- Une liste des fournisseurs et sous-traitants concernés par la production ainsi qu'une description détaillée de leur rôle au niveau de la production;
- Une description de la législation relative à la production sociale dans le(s) pays de production;
- Une description du système de gestion qui a été mis en place dans l'entreprise et qui garantit le respect des critères légaux (conventions de base de l'OIT) dans toutes ses succursales, en ce compris les fournisseurs et sous-traitants (contrats et accords avec les sous-traitants, mesures destinées à promouvoir les conditions sociales de production);
- Une déclaration signée que tous les travailleurs (ou leurs représentants) et les entreprises qui participent à la production du produit pour lequel une demande d'octroi a été faite, ont été ou seront mis au courant de la demande et de l'octroi éventuel du label.
- Une déclaration signée par les sous-traitants et fournisseurs précisant qu'ils respectent les conventions fondamentales de l'OIT au sein de leur entreprise et qu'ils informent les travailleurs de l'existence du label et de la procédure de plainte;

- Une copie de la déclaration de recevabilité du dossier délivrée par le comité.
 - Les règles et les lignes directrices spécifiques du comité concernant le contrôle.
6. L'organisme de contrôle communique à l'entreprise et au comité sa décision concernant l'acceptation de la mission qui lui est confiée. S'il accepte la mission, il doit également préciser le délai nécessaire à sa bonne exécution. L'organisme de contrôle peut faire exécuter en sous-traitance des activités de screening et certaines activités de contrôle.
 7. Après l'audit, l'organisme de contrôle fournit un rapport provisoire, mentionnant les éventuelles non-conformités, à l'entreprise avec copie au comité. Les procès verbaux concernant les enquêtes et les visites de chantier seront annexées au rapport provisoire.

8. Avant la rédaction du rapport définitif par l'organisme de contrôle, l'entreprise doit fournir à celui-ci les éléments suivants :
 - Sa décision éventuelle de suspendre la demande ou de renoncer à la demande;
 - Une description des mesures correctives qui peuvent être introduites immédiatement par l'entreprise pour pouvoir répondre à certaines non-conformités;
 - Un plan d'exécution concernant l'introduction des mesures correctives pour répondre à des non-conformités graves et qui demandent le plus souvent des changements structurels significatifs au niveau du système de production.
 9. L'organisme de contrôle transmet le rapport définitif à l'entreprise et au comité. En ce qui concerne les non-conformités éventuelles, le comité reçoit également un avis concernant les mesures correctives déjà prises et/ou un avis concernant le plan d'exécution des mesures correctives encore à prendre.
 10. Après analyse du rapport définitif de l'organisme de contrôle, le comité émet un avis motivé positif ou négatif au Ministre.
 11. Si le rapport définitif fait état de non-conformités graves, le comité peut décider qu'un nouveau contrôle pourra être réalisé après que l'entreprise a pris toutes les actions correctives suivant le plan d'exécution déposé.
 12. Le Ministre autorise l'octroi du label en se basant sur l'avis positif du comité.
 13. Les contrôles qui concernent la surveillance (contrôles intermédiaires), la prolongation et/ ou l'extension de la demande se déroulent selon la même procédure (points 1.7 à 1.11). En cas de non-conformités graves constatées suite à des contrôles intermédiaires, le comité propose au Ministre de retirer le label.
2. ENGAGEMENTS

Pour que la procédure ou le système fonctionne, toutes les parties prenantes s'engagent à suivre certaines règles et à respecter les engagements pris. Différents types d'engagement peuvent être identifiés :

Les engagements bilatéraux pris par le comité vis à vis l'entreprise, l'organisme de contrôle et le Ministre;

Les engagements de l'entreprise et l'organisme de contrôle vis à vis le comité.

1. L'entreprise s'engage à :
 - Fournir des données correctes et conformes au moment de l'introduction de la demande préliminaire auprès du comité.
 - Choisir un organisme de contrôle avec lequel elle n'a pas de relations privilégiées pour garantir que l'organisme pourra exercer le contrôle en toute indépendance et objectivité.
 - Fournir des données correctes et exactes au moment de l'introduction de la demande définitive auprès du comité et de l'organisme de contrôle.
 - Utiliser le label uniquement sous les conditions déterminées par les prescriptions légales.
 - Informer l'organisme de contrôle et le comité de tous les changements significatifs réalisés au niveau du processus et de la chaîne de production, après l'octroi du label.
 - Faire le nécessaire en ce qui concerne le prolongement de la période d'octroi du label.
 - Informer le Ministre et le comité à temps de la décision éventuelle de suspendre la demande ou de renoncer à la demande.
 - Informer tous les sous-traitants et fournisseurs de la demande de l'octroi du label, des conditions à remplir et de l'existence de la procédure de plainte.
2. Le comité s'engage à :
 - Traiter les informations de manière confidentielle.
 - Disposer d'une liste actualisée des organismes de contrôle reconnus et accrédités.
 - Evaluer régulièrement la procédure, le cahier des charges qui en dépend, les règles de contrôle et les lignes directrices spécifiques et éventuellement les modifier en se basant sur des plaintes éventuelles ou des situations particulières qui se manifestent.
3. L'organisme de contrôle s'engage à :
 - Informer le comité si l'accréditation, permettant l'exécution d'un contrôle suivant les normes d'application, est retirée par son organisme d'accréditation.
 - Refuser toute autre mission ou consultation financée par l'entreprise, permettant de continuer à assurer l'objectivité et l'indépendance pendant l'audit.
 - Accepter la mission de contrôle uniquement s'il n'a pas de relations directes et privilégiées avec l'entreprise pour permettre d'assurer l'objectivité et l'indépendance pendant l'audit. Ceci est également d'application pour les ONG et les représentants locaux qu'il fait intervenir pour la réalisation du contrôle.
 - Appliquer les règles spécifiques et lignes directrices du comité.

3. LES LIGNES DIRECTRICES ET LES REGLES SPECIFIQUES DE CONTRÔLE (6)

Dès qu'une convention () de base de l'OIT n'est pas respectée, l'octroi du label peut être refusé ou retiré. Pour que le contrôle se réalise suivant l'esprit et la lettre de la loi, le comité avance les exigences, règles et lignes directrices suivantes :

1. Les organismes de contrôle

Le contrôle peut être réalisé par des organismes de contrôle accrédités suivant la norme européenne EN 45004 (sera poursuivi par ISO 17020) ainsi que par d'autres organismes de contrôle reconnus par le Ministre dans le cadre de l'art. 4 § 2 de la loi du 27 février 2002. Ainsi, le comité reconnaît les organismes de contrôle accrédités par SAI (Social Accountability International) qui utilisent la norme SA8000 comme référentiel.
2. Limitation de l'étendue du contrôle

Le comité détermine pour chaque dossier la partie de la chaîne de production à soumettre, au minimum, au contrôle sur place. Cette décision est motivée par le comité suivant la nature et/ou le secteur du produit (nourriture, boissons, vêtements, carburants, articles de sport, jouets, services, etc. ...), l'origine du produit et le degré de finition du produit.

Pour déterminer la partie de la chaîne qui doit au minimum être soumise au contrôle, le comité utilisera des lignes directrices spécifiques et indépendantes qui seront disponibles à titre d'information.

3. Le contenu du contrôle

En se basant sur les données acquises et la recherche préliminaire (screening), l'organisme de contrôle détermine la partie de la chaîne de production et les entreprises qui seront soumises au contrôle sur place afin de pouvoir garantir le respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Pour ce faire, l'organisme de contrôle utilise un système de qualité et des procédures qui assurent l'intégrité, l'indépendance et l'impartialité du contrôle.

- Le screening

Le screening est réalisé sur base d'une recherche documentaire (littérature, autres sources comme internet, banques de données spécialisées, newsgroups, archives médias) et de prises de contact avec le management, les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs, les ONG et autres stakeholders. De cette manière, le screening vérifie si :

- Les normes fondamentales de l'OIT sont respectées par les entreprises qui font partie de la chaîne de production à contrôler;
- Les contrats bilatéraux avec les sous-traitants et les fournisseurs sont respectés;
- Les entreprises identifiées dans la chaîne de production en font réellement partie et si les entreprises significatives de la chaîne de production ont été identifiées;
- D'autres controverses ou conflits sociaux ont eu lieu au niveau des entreprises qui font partie de la partie de chaîne de production envisagée.

- Les contrôles sur place.

Les auditeurs qui exécutent le contrôle sur place doivent répondre aux exigences de qualité suivantes :

- Avoir connaissance de la culture locale et des relations industrielles, si possible au niveau du secteur concerné;
- Bénéficier de la confiance des travailleurs et parler correctement leur langue et/ ou la langue officielle du pays;
- Avoir des contacts avec les employeurs, les travailleurs et les syndicats, ainsi que les associations dans le pays concerné;
- Avoir connaissance des règles et de la législation en vigueur concernant les rémunérations et conditions d'emploi dans le pays concerné;
- Avoir connaissance et expérience au niveau des contrôles sociaux, et plus particulièrement au niveau de l'inspection de travail, de la collecte d'information concernant les conditions de travail;
- Pouvoir attester avoir reçu une formation dans le domaine de l'audit social (formation OIT, formation auditeur SA8000, programme des services publics d'inspection de travail en collaboration avec les syndicats).

L'organisme accrédité pour le contrôle du label social peut être retiré de la liste des organismes reconnus, dès constat qu'il ou le sous-traitant qui exécute le contrôle, ne répond pas aux critères exigés, p.ex. en cas de non-respect de la procédure de contrôle, falsification volontaire, corruption, etc. ...

Le contrôle sur place se réalise par interviews et enquêtes menées auprès du management, des employés, des syndicats, des ONG et des autres organismes pertinents. Tous les documents nécessaires seront également demandés. Les informations recueillies doivent permettre de constater :

- La connaissance par le management et le personnel du contenu des normes fondamentales de l'OIT et de l'impact de celles-ci sur les travailleurs;
- Le respect par l'entreprise des normes fondamentales de l'OIT;
- La connaissance de l'existence de la procédure de plainte et d'utilisation du label par les travailleurs;
- La connaissance par les travailleurs des déclarations faites par le management et leur authenticité;
- L'authenticité des informations concernant les relations entre l'entreprise demanderesse et les sous-traitants.

Une analyse fondamentale du système de gestion de l'entreprise doit permettre de constater si les mesures sociales concernant l'utilisation du label sont appliquées de façon permanente (déclarations, accords bilatéraux, contrats, informations, gestion des plaintes, procédures de contrôle interne, etc. ...).

Pendant la visite, des documents pertinents seront consultés.

L'organisme de contrôle peut désigner des contrôleurs locaux pour exécuter les enquêtes et les visites sur place. Ceux-ci suivent la même procédure et appliquent les mêmes méthodes.

La manière dont les contrôles sur place se déroulent sont décrits dans le référentiel qui sera transmis à l'organisme de contrôle lors de l'acceptation d'une mission. Ce référentiel doit également être appliqué.

4. Fréquence de l'exécution du contrôle
- Audit initial.

- le rapport provisoire doit être soumis au comité endéans les 9 mois qui suivent la demande officielle.
- Le rapport définitif doit être soumis au comité endéans les 12 mois qui suivent la demande officielle.

- Audit de surveillance : au moins une fois par an (sur base de la date d'octroi du label/marge maximale de 3 mois).
- Audit d'extension : sur demande, de préférence ensemble avec un audit de surveillance.
- Audit de prolongation : tous les 3 ans (date d'octroi du label/ déviation max. 6 mois).

SOCIAAL LABEL : HET LASTENBOEK

1. PROCEDURE

De procedure omschrijft het systeem dat leidt tot de toekenning en de handhaving van het label voor een bepaald product. Zij omschrijft op chronologische wijze de directe relatie tussen het comité en de verschillende actoren welke rechtstreeks met de toekenning van het label te maken hebben. Deze actoren zijn de onderneming zelf, de controle-instelling en de bevoegde overheid (minister van economische zaken).

De procedure omschrijft echter niet :

De relatie tussen de controle-instelling en de accreditatie-instelling daar deze niet rechtstreeks betrokken is bij de toekenning van het label.

De relatie tussen de controle-instelling en de onderneming daar het comité deze relatie op geen enkele manier beïnvloedt.

Verloop van de procedure

- 1 De onderneming richt een preliminaire aanvraag aan de minister en aan het comité bestaande uit volgende elementen :
 - De naam, vestigingsplaats en juridische entiteit van de onderneming;
 - De naam en beschrijving van het product (merk, model);
 - Een niet-gedetailleerde maar wel volledige omschrijving van de productieketen en het proces van toelevering (grondstoffen, onderdelen) met aanduiding van onderaannemers en toeleveranciers;
 - De notulen van de vergadering tijdens dewelke de instanties van sociale dialoog (bijvoorbeeld de ondernemingsraad) geïnformeerd werden over het voornemen van de onderneming om de aanvraag tot toekenning van het label in te dienen;
 - De reeds bekomen sociale en ethische labels voor het product en andere producten;
 - Andere reeds bekomen certificaten.
2. Het comité beoordeelt de preliminaire aanvraag en verklaart de aanvraag al dan niet ontvankelijk. Hierbij houdt het comité rekening met de volledigheid van de ontvangen gegevens. Het comité bepaalt tevens welk deel van de productieketen minstens dient te worden nagekeken.
3. Indien de aanvraag ontvankelijk verklaard werd, bezorgt het comité de ontvankelijkheidsverklaring van het dossier aan de onderneming. Anderzijds zal de onderneming op de web site www.sociaal-label.be het volgende vinden :
 - Een geactualiseerde lijst van erkende geaccrediteerde sociale auditinstellingen (voortaan controle-instellingen genaamd)
 - Specifieke regels en richtlijnen in verband met de uitvoering van de controle.(Zie punt 3 van het lastenboek).
4. De onderneming maakt een keuze uit de lijst van erkende geaccrediteerde sociale auditinstellingen.(controle-instellingen)
5. De onderneming richt een definitieve aanvraag aan de controle-instelling met kopij aan het comité. Deze aanvraag bevat volgende elementen :
 - Gedetailleerde gegevens (1) :

- Een gedetailleerde omschrijving van het product en het productieproces, inclusief eventuele onderdelen.
- Een lijst van de onderaannemers en toeleveranciers welke betrokken zijn bij de productie met een gedetailleerde omschrijving van hun deelname in het productieproces.
- Een beschrijving van de gerelateerde wetgeving van het (de) betreffende land(en) waarin de productie plaatsvindt.
- Een beschrijving van het beheersysteem dat door de onderneming wordt opgezet om de wettelijke criteria (IAO-criteria) te waarborgen in al haar vestigingen, inclusief leveranciers en onderaannemers (overeenkomsten en akkoorden met onderaannemers, maatregelen om de sociale productievoorwaarden te verbeteren).
- Een ondertekende verklaring dat alle werknemers(vertegenwoordigers) en alle ondernemingen die betrokken zijn bij de productie van het product waarvoor het label werd aangevraagd op de hoogte gebracht zijn en zullen gehouden worden van de aanvraag en eventuele toekenning van het label.
- Een ondertekende verklaring van onderaannemers en toeleveranciers dat zij de fundamentele IAO-conventies respecteren binnen het bedrijf en dat zij de werknemers op de hoogte brengen van het bestaan van het label en de klachtenprocedure.

- Een kopij van de ontvankelijkheidsverklaring van het dossier, uitgereikt door het comité.
- De specifieke richtlijnen en regels van het comité in verband met de controle.

6. De controle-instelling aanvaardt al dan niet de opdracht en deelt haar beslissing mee aan de onderneming en aan het comité. Indien zij de opdracht aanvaardt, bepaalt zij ook een tijdslimiet voor de uitvoering. De controle-instelling kan screeningsactiviteiten of bepaalde controleactiviteiten laten uitvoeren in onderaanneming.
7. Na de controleaudit maakt de controle-instelling een voorlopig verslag met de eventueel vastgestelde nonconformiteiten over aan de onderneming met een kopij aan het comité. De verslagen van de gevoerde enquêtes en werkbezoeken worden in bijlage aan het voorlopig verslag toegevoegd.
8. Alvorens de controle-instelling overgaat tot de formulering van een definitief verslag dient de onderneming volgende gegevens over te maken aan de controle-instelling :
 - Een eventuele beslissing om de verdere afhandeling van het aanvraagdossier op te schorten of stop te zetten.
 - Een beschrijving van de correctieve maatregelen welke direct kunnen genomen worden door de onderneming om aan bepaalde nonconformiteiten tegemoet te komen.
 - Een plan van aanpak voor de invoer van correctieve maatregelen welke tegemoet komen aan ernstige nonconformiteiten en veelal belangrijke structurele wijzigingen inhouden van het productiesysteem.
9. De controle-instelling maakt het definitieve verslag over aan de onderneming en aan het comité. In verband met de eventuele nonconformiteiten ontvangt het comité tevens een beoordeling van de reeds genomen correctieve maatregelen en /of een beoordeling van het plan van aanpak voor de nog te nemen correctieve maatregelen.
10. Na analyse van het verslag van de controle-instelling geeft het comité al dan niet een gunstig advies aan de minister.

Indien het definitieve verslag nog ernstige nonconformiteiten aantoont, beslist het comité dat een nieuwe controle kan worden uitgevoerd nadat de onderneming alle nodige correctieve maatregelen genomen heeft volgens het voorgelegde plan van aanpak.

De minister kent het label toe overeenkomstig het positieve advies van het comité.

De controles betreffende toezicht (tussentijdse controles), verlenging en/of uitbreiding van de aanvraag, verlopen volgens dezelfde procedure (punten 1.7 tot 1.11). Bij vaststelling van ernstige nonconformiteiten ingevolge tussentijdse controles, geeft het comité aan de minister een advies om het label in te trekken.

2. VERBINTENISSEN

Opdat de procedure of het systeem werkt, dienen al de betrokken partijen zich te houden aan bepaalde regels en dienen zij bepaalde verbintenissen (verplichtingen) na te komen :

- De verbintenissen van het comité ten aanzien van de onderneming, de controle-instelling en de bevoegde minister
- De verbintenissen van de onderneming en de controle-instelling ten aanzien van het comité.

1. De onderneming verbindt er zich toe :
 - Juiste en volledige gegevens te verschaffen bij het indienen van het preliminaire aanvraagdossier, overgemaakt aan het comité.
 - Een controle-instelling te kiezen waarmee zij geen belangenrelaties heeft zodat de gekozen instelling onafhankelijkheid kan waarborgen in haar beoordeling.
 - Juiste gedetailleerde gegevens te verschaffen bij het indienen van het definitieve aanvraagdossier, overgemaakt aan het comité en aan de controle-instelling.
 - Het toegekende label enkel te gebruiken onder de bepaalde voorwaarden en volgens de wettelijke voorschriften.
 - Na de toekenning van het label, de controle-instelling en het comité op de hoogte te brengen van alle relevante veranderingen welke zich voordoen binnen het productieproces en binnen de productieketen.
 - Zelf de nodige stappen te zetten in verband met de verlenging van de periode van toekenning van het label;
 - De minister en het comité tijdig op de hoogte te brengen van het besluit dat zij eventueel zou nemen de aanvraagprocedure stop te zetten.
 - Alle onderaannemers en toeleveranciers op de hoogte te brengen van de aanvraag van het label, voorwaarden waaraan voldaan moet worden en het bestaan van de klachtenprocedure.
2. Het comité verbindt er zich toe :
 - De ingewonnen informatie vertrouwelijk te behandelen.
 - Een geactualiseerde lijst bij te houden van erkende en geaccrediteerde controle-instellingen.
 - Regelmatig de procedure, het ermee gerelateerde lastenboek en de specifieke controleregels en richtlijnen te evalueren en eventueel aan te passen of bij te sturen op basis van klachten of op basis van bijzondere situaties welke zich voordoen.
3. De controle-instelling verbindt er zich toe :
 - Het comité op de hoogte te brengen indien haar bevoegdheid om controles uit te voeren overeenkomstig de gestelde norm, werd ingetrokken door de accreditatie-instelling.
 - Naast de sociale controleopdracht geen adviesopdracht voor de onderneming te vervullen, welke de onafhankelijkheid ten aanzien van deze onderneming in het gedrang zou brengen of kunnen brengen.
 - De opdracht uitsluitend te aanvaarden indien zij geen belangenrelaties heeft met de aanvragende onderneming om als dusdanig objectiviteit te kunnen waarborgen in de beoordeling. Dit geldt ook voor haar lokale vertegenwoordigers en NGO's welke zij wenst inzet bij de controle.
 - De specifieke regels en richtlijnen van het comité toe te passen.

3. SPECIFIEKE REGELS EN RICHTLIJNEN (2)

Telkens één van de basisconventies (3) van de IAO niet wordt gerespecteerd kan de toekenning van het label worden geweigerd of ingetrokken. Opdat de controle zou gebeuren naar de geest en naar de inhoud van de wet, schuift het comité de volgende eisen, regels en richtlijnen naar voren.

1. De controle-instellingen.

De controle mag gebeuren door erkende controle-instellingen welke zich hebben laten accrediteren volgens de Europese Norm EN 45004 (zal worden opgevolgd door ISO 17020) alsook door andere controleorganismen, erkend door de minister in het kader van art.4 § 2 van de wet van 27 februari 2002. Zo wordt de controle tevens erkend van de door SAI (Social Accountability International) geaccrediteerde instellingen welke de norm SA8000 als referentieel gebruiken.

2. Afbakening van het controlegebied.

Het comité bepaalt voor ieder van de aanvraagdossiers welk deel van de productieketen minstens aan een plaatselijke controle dient onderworpen te worden. Het comité motiveert deze beslissing overeenkomstig de aard en/ of de sector van het product (voeding, drank, kleding, brandstof, sportartikelen, speelgoed, dienstverlening,), de herkomst (origine) van het product en de graad van afwerking van het product.

Bij de bepaling van de keuze welk deel minstens gecontroleerd moet worden zal door het comité gebruik gemaakt worden van enkele onafhankelijke en vastomlijnde krachtlijnen die ter informatie beschikbaar zijn.

3. De inhoud van de controle.

Op basis van de verstrekte gegevens en op basis van het voorafgaandelijk onderzoek (screening) bepaalt de controle-instelling welk deel van de productieketen en welke bedrijven in het bijzonder ter plaatse gecontroleerd dienen te worden teneinde de eerbiediging van de acht basisovereenkomsten (4) van de Internationale Arbeidsorganisatie te garanderen.

Hierbij maakt de controle-instelling gebruik van een kwaliteitszorgsysteem en van procedures welke de integriteit, de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van het onderzoek garanderen.

- De screening

De screening gebeurt door middel van een literatuur - en bronnenonderzoek (internet, gespecialiseerde databanken, nieuwsgroepen, media-archieven,) en het nemen van contacten met het management, relevante werknemers- en werkgeversorganisaties, NGO's en andere stakeholders.

Op deze manier zal de screening nagaan of :

- de fundamentele IAO-normen gerespecteerd zijn binnen de bedrijven die deel uitmaken van het afgebakende deel van de productieketen;
- de contractuele overeenkomsten met de onderaannemers en/ of leveranciers worden nageleefd;
- de bedrijven die werden aangeduid als deel uitmakend van de productieketen effectief hiervan deel uitmaken, en of de belangrijke bedrijven uit de productieketen effectief werden vermeld.
- andere sociale controverses of conflicten plaatsvonden binnen de bedrijven die deel uitmaken van het afgebakende deel van de productieketen.

- De plaatselijke controles

De auditors die de plaatselijke controles uitvoeren moeten voldoen aan de volgende kwaliteitsvereisten :

- Kennis hebben van de plaatselijke cultuur en van de industriële betrekkingen, zo mogelijk in de betrokken sector;
- Het vertrouwen genieten van de arbeiders en bedienden en vloeiend hun taal spreken of de gangbare taal van het land;
- Contacten hebben met de werkgevers, de werknemers en de vakbonden, alsook met de verenigingen in het betrokken land;
- De geldende regels en wetten kennen op het gebied van lonen en arbeidsvoorwaarden in het betrokken land;
- Kennis en ervaring hebben met de sociale controles, en meer in het bijzonder, op het vlak van de arbeidsinspectie, in het vergaren van informatie omtrent de werkomstandigheden;
- Kunnen bewijzen dat ze een vorming gekregen hebben voor het uitvoeren van sociale controles (bv. IAO-vorming, SA8000 auditoropleiding, programma van de publieke arbeidsinspectiediensten in samenwerking met de vakbonden).

De instelling geaccrediteerd voor de controle kan geschrapt worden van de lijst met erkende instellingen voor het sociaal label van zodra vastgesteld wordt dat zijzelf, of de instelling waaraan ze de controle uitbestedt, niet aan de vereiste kwaliteitseisen voldoet, bv. In geval van niet volgen van de volledige controleprocedure, opzettelijke vervalsing, corruptie, enz.

Voor het uitvoeren van het bezoek ter plaatse moeten er interviews worden afgenomen van het management, de werknemers, de vakbonden en de relevante NGO's. Ook zullen de nodige documenten worden opgevraagd. Op basis van deze gegevens zal men vaststellen of :

- De directie en het personeel op de hoogte zijn van het bestaan en van de inhoud van de fundamentele IAO-normen en het belang hiervan voor de werknemers;
- Het bedrijf de fundamentele IAO-normen naleeft;
- De werknemers op de hoogte zijn van het bestaan van de klachtenprocedure betreffende het gebruik van het label;
- De werknemers vinden dat de verklaringen van het management correct zijn;
- De informatie betreffende de relaties tussen het aanvragende bedrijf en de onderaannemers en leveranciers correct zijn.

Een grondige analyse van het beheersysteem van het bedrijf moet het mogelijk maken na te gaan of de sociale maatregelen in verband met het label op duurzame wijze werden geïmplementeerd. (via verklaringen, overeenkomsten, contracten, informatieverstrekking, klachtenbeheer, interne controleprocedures, enz.)

Tijdens het bezoek zullen de relevante documenten worden geraadpleegd.

De controle-instelling kan lokale controleurs aanduiden voor het voeren van enquêtes en werkbezoeken. Deze volgen dezelfde procedure overeenkomstig de inhoudelijke methoden.

De methode waarop de plaatselijke controles worden uitgevoerd wordt beschreven in het referentieel, dat aan de controle-instelling zal worden overgemaakt bij het aanvaarden van een opdracht. Dit referentieel moet eveneens nageleefd worden.

4. Frequentie van de uitvoering van de controle.

- Initiële audit.

- Het voorlopige verslag dient overhandigd te zijn aan het comité binnen de 9 maanden volgend op de officiële aanvraag.
- Het definitieve verslag dient overhandigd te zijn aan het comité binnen de 12 maanden volgend op de officiële aanvraag.

- Toezichtsaudit : minstens jaarlijks (datum van toekenning van het label/ afwijking max. 3 maanden).
- Uitbreidingsaudit : op aanvraag, liefst samen met een toezichtsaudit.
- Verlengingsaudit : om de 3 jaar (datum van toekenning van het label/ afwijking max. 6 maanden).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 avril 2003 approuvant le cahier des charges pour une production socialement responsable.

Le Ministre de l'Economie,

Ch. PICQUE

Notes

(1) Liste minimale

(2) Un référentiel spécifique décrit la méthode d'exécution du contrôle.

(3) Conventions de base:

1. La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (convention n°87);

2. La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (convention n°98);

3. La convention sur le travail forcé (convention n°29);

4. La convention sur l'abolition du travail forcé (convention n°105);

5. La convention concernant la discrimination (emploi et profession) (convention n°111);

6. La convention sur l'égalité de rémunération (convention n°100);

7. La convention sur l'âge minimum (convention n°138);

8. La convention sur les pires formes de travail des enfants (convention n°182).

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 7 april 2003 houdende goedkeuring van het lastenboek voor een sociaal verantwoorde productie.

De Minister van Economie,

Ch. PICQUE

Nota's

(1) Minimale lijst

(2) De methode waarop de uitvoering van de plaatselijke controles berust wordt beschreven in een specifiek referentieel.

(3) Basisconventies :

1. het verdrag over de vrijheid tot het oprichten van vakverenigingen en tot bescherming van het vakverenigingsrecht (verdrag nr. 87);

2. het verdrag over het recht zich te organiseren en collectief te onderhandelen (verdr. nr. 98);

3. het verdrag over de gedwongen arbeid (verdrag nr. 29);

4. het verdrag over de afschaffing van gedwongen arbeid (verdrag nr. 105);

5. het verdrag betreffende discriminatie (arbeid en beroep) (verdrag nr. 111);

6. het verdrag over gelijke beloning (verdrag nr. 100);

7. het verdrag over de minimumleeftijd (verdrag nr. 138);

8. het verdrag over de ergste vormen van kinderarbeid (verdrag nr. 182).